

Redéfinir la prospérité et ses indicateurs

Retour sur la conférence d'Isabelle Cassiers

Documents d'analyse et de réflexion
Avril 2014

Rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles 

Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

Redéfinir la prospérité et ses indicateurs¹ **Retour sur la conférence d'Isabelle Cassiers²**

Il suffit d'allumer la radio ou la télévision et d'entendre les commentateurs politiques et économiques se réjouir d'une reprise de la croissance – ou se désoler de sa récession – pour se persuader que l'objectif de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) est central dans les politiques socio-économiques d'un pays et que nos dirigeants tirent une part importante de leur légitimité du fait de faire gagner à leur économie des points de croissance.

La croissance du PIB est considérée comme désirable car elle signifierait une croissance de la production, donc de l'emploi ; une augmentation des revenus, donc du pouvoir d'achat des citoyens et de la recette fiscale de l'Etat ; et qu'une augmentation de la consommation amènerait plus de bien-être. En effet, le PIB est calculé de trois manières qui donnent le même chiffre total. Soit l'ensemble de la production de biens et de services évalués monétairement ; soit le total des revenus (salaires et profits) ; soit la somme des dépenses d'un pays (consommation, investissement, importation nette,...). L'idée selon laquelle la croissance du PIB constitue une bonne finalité pour une société a été acceptée comme une évidence pendant plusieurs décennies mais est aujourd'hui remise en question.

Le PIB en perspective historique

La croissance du PIB comme objectif de société s'est imposée après la fin de la deuxième guerre mondiale dans un contexte où les gouvernements souhaitaient favoriser l'économie de marché, encouragés en ce sens par les Etats-Unis (plan Marshall), auxquels les nations d'Europe occidentale devaient la paix. C'est également en 1944 que les syndicats et le patronat ont conclu des pactes sociaux sur base d'une volonté commune de faire croître les revenus à se partager. Les syndicats ont alors mis en veilleuse leurs griefs contre le système capitaliste et ont adhéré à l'objectif de croissance à condition que celle-ci soit équitablement partagée. A cette époque également, la question environnementale n'avait pas encore été mise en débat, les ressources étaient considérées comme abondantes et ne se posaient pas en limite à la croissance. Au niveau théorique, la révolution keynésienne faisait valoir qu'on ne reviendrait pas à une situation de plein emploi par le laisser faire du marché et recommandait que l'Etat intervienne, pour encourager et réguler l'activité économique. Pour cela il lui fallait un outil, d'où l'établissement de la comptabilité nationale, dont le chiffre synthétique est le PIB.

En d'autres termes, dans le contexte spécifique de l'après-guerre, étant donné le rapport de force entre les Etats-Unis et l'URSS et la nécessité pour le bloc occidental de se démarquer clairement du bloc soviétique en choisissant l'économie de marché plutôt qu'une économie planifiée, étant donné les rapports de force socio-politiques qui ont conduit aux pactes sociaux, et étant donné le triomphe de Keynes par rapport aux théoriciens classiques, le choix d'un objectif de croissance économique (c'est-à-dire croissance du PIB) s'est naturellement imposé. , dans le contexte spécifique de l'après-

¹ Le 15 octobre 2013 Le Centre Avec a organisé une conférence intitulée, *Redéfinir la prospérité et ses indicateurs*, avec comme intervenante Isabelle Cassiers : l'article qui suit revient sur son exposé et la discussion qui s'en est suivie.

² Isabelle Cassiers est professeur d'économie à l'UCL et chercheur qualifié du FNRS, elle est aussi membre de l'Académie royale de Belgique (classe Technologie et société) et du Forum pour d'autres indicateurs de richesse. Elle coordonne un groupe de recherches interdisciplinaires sur le thème "Redéfinir la prospérité" et a dirigé un ouvrage collectif publié sous ce titre (Editions de l'Aube 2011 et 2013). En 2013, à la faveur d'un séjour de recherches au Bhoutan, elle a développé des réflexions sur le Bonheur national brut et sur un Nouveau paradigme de développement. Pour un récit de son séjour vous pouvez consulter son blog : <http://icassiers.blogspot.be>. Pour ses activités scientifiques, voyez www.icassiers.be.

guerre. La poursuite de cet objectif a remarquablement fonctionné pendant les trente glorieuses ($\pm$ 1944-1974), âge d'or du capitalisme. Elle a permis à la grande majorité de la population des sociétés occidentales d'accéder à un mode de vie confortable.

A cette situation a succédé l'effondrement du bloc soviétique, qui a entraîné un changement dans les rapports de force internationaux ; l'affaiblissement des syndicats a quant à lui provoqué un changement dans les rapports de force socio-politiques ; simultanément la montée en puissance de la doctrine néo-libérale a affaibli le poids politique de la pensée keynésienne. Le contexte qui avait conduit à retenir le PIB comme indicateur-cible pour la politique socio-économique a été complètement modifié. Il est dès lors légitime d'interroger la pertinence de garder le PIB comme indicateur central et sa croissance comme objectif de société.

Un objectif de croissance inadapté aux défis du 21^e siècle

Un premier aspect de l'inadéquation de l'objectif de croissance par rapport aux défis que devront relever les sociétés du 21^e siècle est la contrainte écologique dont on a de plus en plus conscience. On ne peut plus poursuivre une croissance sans limite basée sur une exploitation de ressources limitées qui provoque une altération profonde et irréversible de l'environnement. Nous savons aujourd'hui qu'il y a urgence, que plus nous tardons, plus nous aurons du mal à remonter la pente. Le PIB est une comptabilité de flux et non de stocks (tels que le patrimoine naturel). Il ne tient donc pas compte de la nature renouvelable ou non des ressources, de la biodiversité.... Il ne comptabilise pas non plus ce qu'on appelle les externalités de l'activité productive, par exemple les dommages provoqués par l'émission de CO₂.

Par ailleurs, en utilisant le PIB comme indicateur et sa croissance comme objectif, plusieurs finalités que pourrait vouloir se donner une société ne sont pas prises en compte, tout simplement parce que le PIB ne les intègre pas. Par exemple, si le PIB calcule les revenus, il ne dit rien de leur répartition et donc de l'existence d'équité ou d'inégalité dans une société. Ainsi en Belgique, si le PIB a augmenté depuis les années 1990, cette croissance n'a pas été également répartie et l'on a vu durant cette même période augmenter les inégalités. Le PIB ne dit rien de tout cela, or ce sont des informations importantes, car son augmentation donne l'illusion d'un bien-être croissant, alors qu'en fait cette augmentation est concentrée dans les mains de quelques-uns et la majorité de la population ne voit pas ses revenus augmenter. De la même manière, le PIB en tant qu'indicateur monétaire ne calcule pas des éléments tels que le taux d'emploi, le bien-être au travail.... Il mesure des secteurs comme l'éducation ou la santé par les dépenses qui y sont faites et non par la qualité des services qui sont proposés.

De façon générale, si l'on considère l'indicateur de satisfaction de vie³ on constate qu'il n'y a pas de corrélation entre cet indice et le PIB : ce n'est pas dans les pays où le PIB est le plus élevé que les gens sont le plus satisfaits de leur vie. Bien entendu, il existe un seuil minimum de confort de vie en dessous duquel les manques matériels font que l'on ne peut être satisfait de sa vie, mais au-delà de ce seuil il n'y a plus de corrélation entre les deux.

³ L'indicateur de satisfaction de vie est un indicateur subjectif qui consiste à demander à un échantillon représentatif d'une population d'estimer sa satisfaction de vie sur une échelle de 1 à 4.

Redéfinir la prospérité et sa mesure

Un groupe de recherche interdisciplinaire fondé et coordonné par Isabelle Cassiers a vu le jour en 2006 à partir d'une volonté d'aller au-delà d'un système qui laisse un sentiment de malaise permanent et de tenter d'ouvrir des pistes de réflexion. Après avoir brassé une quantité de concepts en lien avec la question (bien-être, progrès, bonheur,...) le groupe a choisi celui de prospérité qui, dans le dictionnaire, se définit selon un double registre : celui de l'être (état de bonheur, de bien-être, de félicité) et celui de l'avoir (succès dans les affaires, abondance, opulence). Au cours de l'histoire, le registre de l'avoir l'a emporté sur celui de l'être et l'a peu à peu écrasé. Dès lors le groupe, assumant une posture engagée, s'est posé la question de la possibilité d'émanciper l'être de l'avoir par une redéfinition de la prospérité. La réflexion a donné lieu à un ouvrage collectif multidisciplinaire : *Redéfinir la prospérité*⁴ 5.

Parmi les questions traitées dans l'ouvrage figure celle des nouveaux indicateurs. Le constat d'inadéquation du PIB avec les enjeux d'aujourd'hui a fait émerger en de nombreux lieux une réflexion autour d'indicateurs complémentaires et alternatifs à celui-ci. Les Nations Unies, par exemple, à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement, le PNUD, ont développé l'indicateur de développement humain (IDH), indicateur à trois volets : le PIB, le niveau d'éducation et l'espérance de vie. Le PIB n'est donc pas totalement écarté mais est encadré par deux composantes importantes du développement humain⁶. L'OCDE a également lancé en 2007 l'initiative *Beyond GDP* (Au-delà du PIB) reprise ensuite par la Commission européenne sous le nom plus frileux de *GDP and beyond* (le PIB et au-delà). On peut également mentionner le rapport Stiglitz de 2009 commandé par Sarkozy à une commission d'experts qui a dressé l'état des lieux en matière d'indicateurs, socle scientifique sur lequel beaucoup de réflexions se poursuivent aujourd'hui⁷. Au même moment un Forum pour d'autres indicateurs de richesse a été mis sur pied pour donner voix à une base citoyenne, en association avec des chercheurs⁸.

Notons également l'initiative intéressante de la Région wallonne qui, si elle n'est pas allée jusqu'à opter pour un indicateur alternatif, a néanmoins décidé en 2012 de publier systématiquement cinq indicateurs complémentaires au PIB. Ces indicateurs ont été choisis sur base d'un travail d'experts qui ont passé en revue tous les indicateurs existants et ont soupesé leurs avantages et leurs inconvénients. Ensuite, une enquête a été menée au sein de la population à l'aide d'un site où chacun pouvait classer une série de dimensions – éducation, emploi, équité et justice, environnement et cadre de vie,... – en indiquant s'il les trouvait importantes ou non⁹. Le site a récolté un bon nombre de réponses, que la Région wallonne a complétées par une démarche spécifique auprès de publics défavorisés. Le classement établi par ces derniers est différent, les préoccupations étant marquées par la pénurie. De plus, les publics précarisés avaient droit à une réponse « joker », à savoir spécifier un objectif de politique économique et sociale jugé important mais non cité par les enquêteurs. Ils ont répondu massivement : la solidarité. Pour Isabelle Cassiers, cela nous invite à repenser les objectifs socio-économiques, en partant des valeurs essentielles pour ceux qui ont le plus besoin de retenir l'attention des politiques économiques et sociales.

⁴ CASSIERS Isabelle et alii, *Redéfinir la prospérité. Jalon pour un débat public*, (préface de Dominique Méda), La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2011. Édition de poche et édition numérique en 2013, traduction anglaise en 2014.

⁵ Dans la même mouvance, les travaux de Tim Jackson et notamment son *Prosperity without Growth*, traduit en français par Etopia, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*. (Préfaces de Patrick Viveret et de Mary Robinson), Bruxelles, De Boeck, 2010.

⁶ Pour plus d'informations sur l'IDH voir : <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/>

⁷ Pour consulter ce rapport : http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

⁸ Voir <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

⁹ Pour plus d'information : <http://www.indicateurswallonie.be/>

L'exemple du Bhoutan

Le Bhoutan a développé une conception tout à fait originale du développement et des finalités à atteindre, basée sur l'idée de "bonheur national brut", qui peut nous inspirer dans la recherche d'indicateurs alternatifs. Petit pays encastré entre deux géants, l'Inde et la Chine, il est grand comme la Suisse et abrite à peine 750 000 habitants. Les montagnes qui l'entourent et l'absence de ressources naturelles l'ont protégé des convoitises et des influences extérieures.

En se penchant sur les statistiques habituelles du PIB par habitant et d'indice de satisfaction de vie, les chiffres interpellent immédiatement : malgré un PIB plutôt faible – le Bhoutan arrive 106^e sur le classement de 180 pays en termes de PIB - il est 8^e au classement en termes de satisfaction de vie. En comparaison, le Népal, son voisin qui se situe à peu près au même niveau du classement en termes de PIB, se classe 119^e en termes d'indice de satisfaction de vie. Au Bhoutan, PIB et sentiment de bien-être ne semblent pas corrélés : quelle est donc sa recette ?

L'origine de l'expression "bonheur national brut" date de 1972. Un journaliste indien avait alors demandé au roi du Bhoutan quel était le PIB de son pays. Au lieu d'admettre qu'il était quasiment dernier dans le classement mondial, le roi répondit « Vous savez, ce qui compte chez nous ce n'est pas le Produit national brut mais le Bonheur national brut ». Cette réponse était conforme à la tradition du pays, le code légal de 1729 stipulant déjà que le rôle du gouvernement est de fournir à la population les conditions de son bonheur. Depuis quelques décennies, ce principe s'est développé et précisé.

Le calcul de l'indice du bonheur national brut est effectif au Bhoutan depuis 2008. Loin d'être un indicateur subjectif, l'indicateur évalue les conditions sociétales, les moyens qui réuniraient le plus de chances possible de conduire la population à un état de bonheur¹⁰. Il fournit donc un outil d'aide aux politiques économiques et sociales basé sur la notion de bonheur sociétal, construit suite à des discussions avec la population. Il se base sur quatre piliers : la conservation de l'environnement ; le développement socio-économique équitable et soutenable ; la préservation et la promotion de la culture ; la bonne gouvernance. Ces quatre piliers se déclinent en neuf domaines : bien être psychologique, santé, usage du temps, éducation, diversité et résilience culturelle, bonne gouvernance, vitalité de la communauté, diversité et résilience écologique et standard de vie. Ces neuf domaines étant eux-mêmes divisés en 33 sous-indicateurs¹¹.

L'ensemble des domaines et des indicateurs fournit une évaluation multidimensionnelle du développement du pays qui peut être déclinée selon différents groupes de population (les femmes, les jeunes, les habitants du Nord,...). La principale originalité de l'indicateur réside dans les seuils de suffisance établis pour chaque domaine. L'objectif des politiques publiques est que toute la population puisse atteindre ces seuils. Pour augmenter la valeur de l'indicateur global, il faut accroître les conditions du bonheur de ceux qui n'ont pas atteint les seuils de suffisance, et cela dans les domaines d'insuffisance. Accorder davantage à ceux qui ont déjà atteint les seuils n'est donc pas un objectif poursuivi. L'indicateur permet de cibler avec précision les politiques économiques et sociales à mener ainsi que les catégories de population à toucher.

¹⁰ Si cette idée de bonheur est plutôt considérée chez nous comme une émotion intime et subjective, ce qui le rend difficilement présentable comme objectif de société, les choses sont différentes dans la société bouddhiste qu'est le Bhoutan. On trouve néanmoins dans notre propre tradition philosophique (Aristote...) une conception du bonheur comme état durable de plénitude et même comme visée politique.

¹¹ Pour plus d'information sur la composition du Bonheur national brut consultez : Ura Karama, Alkire Sabina, Zangmo Tshoki Zangmo, Wangdi Karma, *A short Guide to Gross National Happiness Index*, The Center for Buthan Studies, 2012 (<http://www.grossnationalhappiness.com/wp-content/uploads/2012/04/Short-GNH-Index-edited.pdf>).

Dans le même esprit, le Bhoutan a déposé aux Nations Unies (décembre 2013) un rapport intitulé *Le bonheur : vers un nouveau paradigme de développement*¹². Ce rapport s'appuie sur le travail d'un groupe de 71 experts internationaux (dont Isabelle Cassiers). La poursuite du bonheur de tous ainsi que le respect des limites environnementales et de toute forme de vie constituent le socle de ce paradigme de développement.

Pour une radicalité dans le questionnement et la recherche d'alternatives

L'indicateur de bonheur national brut n'est qu'un exemple parmi d'autres. Les indicateurs qui pourraient venir nuancer, voire remplacer le PIB sont nombreux : l'IDH, l'empreinte écologique, l'indicateur de santé sociale (qui combine des variables telles que les suicides, les délits, la pauvreté, l'accès au logement...) ou encore l'indice de GINI (qui mesure les inégalités). La question est de savoir comment les associer, comment les pondérer et surtout jusqu'où il faut aller dans la mise à l'écart du PIB. Le débat prend de l'extension mais la formule gagnante n'a pas encore émergé.

Deux courants parcourent aujourd'hui le débat. L'un a tendance à vouloir traduire les éléments sociaux et environnementaux en termes monétaires, en intégrant par exemple les activités domestiques et bénévoles dans la comptabilité nationale, ou encore en évaluant monétairement les dommages faits à l'environnement. Dans ce premier courant le PIB reste central, même si une attention supplémentaire est portée aux facteurs humains et environnementaux. Ses défenseurs misent généralement sur une "croissance verte" nourrie par le progrès technologique. Pour Isabelle Cassiers ce courant pose question et risque de n'être qu'un emplâtre sur une jambe de bois. L'oratrice s'inscrit plutôt dans un deuxième courant qui invite à une radicalité dans le questionnement et dans la recherche d'alternatives. L'économie y est conçue comme un outil au service des finalités sociales, elles-mêmes limitées par des contraintes environnementales.

Le changement d'indicateurs comme porte d'entrée vers le changement social

La question des indicateurs peut être une porte d'entrée vers une redéfinition de la prospérité. L'idéal à atteindre à long terme pourrait bien être une société qui se passe d'indicateurs et d'évaluations quantitatives, mais nous n'en sommes pas là. Bien au contraire, les indicateurs prennent de plus en plus d'importance. On agit en fonction de ce qu'on mesure. Dès lors, les nouveaux indicateurs, s'ils faisaient l'objet d'un débat citoyen, pourraient tenir le rôle d'un cheval de Troie dans une société actuellement gouvernée par le quantifiable et le rentable, en vue d'y insuffler une réflexion en profondeur sur les finalités du développement.

En conclusion, s'il n'y a pas de raison de rejeter le PIB comme indicateur de l'activité économique marchande, car à ce titre il donne une information utile, il semble essentiel de détrôner la croissance du PIB comme objectif de société. C'est d'autant plus important en Europe que les perspectives de croissance sont de toute manière très sombres. La population souffre des politiques d'austérité qui n'offrent rien d'attrayant en compensation de la récession. La population en souffre. La crise a amené un durcissement des politiques néo-libérales, mais elle a également permis de remettre en cause ces mêmes politiques. L'inadéquation du PIB face aux enjeux de ce siècle nous permet d'espérer non pas un retour vers "l'âge d'or" du capitalisme (± 1944-1974) mais quelque chose de totalement nouveau

¹² Ce rapport est disponible en anglais : <http://www.newdevelopmentparadigm.br/>

qui intègre de nouveaux acteurs, de nouveaux rapports socio-politiques et de nouvelles théories économiques qui lentement mais sûrement s'écartent du corpus néo-libéral dominant. Le renouveau espéré est une organisation de la société qui sorte de l'obsession marchande pour créer du bonheur et du bien-être dans le respect des valeurs humaines et de l'écologie, sans nécessairement passer par l'augmentation du PIB. Les graines de cette nouvelle société peuvent sans doute être trouvées dans des initiatives citoyennes locales qui mettent en avant la sobriété, la solidarité, la convivialité,... Il faudra que ces initiatives se renforcent et se généralisent pour parvenir à un basculement systémique.

Claire Wiliquet
Avec le concours d'Isabelle Cassiers